

La grève du Borinage

La mise en application progressive du marché commun rend manifeste depuis longtemps, l'absurde politique de l'autriche que les gouvernements belges successifs ont menée, depuis de nombreuses années, en matière charbonnière.

Mal gérée, l'industrie charbonnière belge ne compense ses dividendes et ses prix de revient élevés, que par de larges subventions de l'Etat.

La fermeture de plusieurs puits dans le bassin liégeois avait provoqué naguère une grève régionale; mais c'est un véritable soulèvement de tout le Borinage à partir du 13 février qu'entraîna la décision du Conseil National des Charbonnages du 9, de fermer les deux tiers des mines boraines. Ce ne sont pas seulement les ouvriers et les employés des mines, mais toute la population active qui cessa le travail, comprenant que dans ce bassin le sort de tous était lié à celui de l'industrie charbonnière. Des barrages faits de wagons renversés, de pavés déterrés etc., arrêtaient la circulation routière. Les mineurs étrangers, italiens notamment, participèrent activement aux meetings, manifestations et piquets de grève placés sur les routes.

Pendant ce temps, la Centrale des mineurs F.G.T., l'une des plus droitières de tout ce syndicat, s'efforçait de réaliser un compromis « honorable », sans parler de nationalisation. Mais, en même temps, l'aile gauche syndicale et l'aile centre-gauche du P.S. prenaient position par la voix de leurs leaders centristes. Eux parlaient de solutions « définitives » et repoussaient les « compromis ».

La presse syndicale de gauche se fit agitative jusqu'au 17 février, tandis que le bureau national de la F.G.T. parlait de nationalisation des charbonnages et de l'énergie dans sa résolution du 17. Les métallurgistes de Liège et de tout le Hainaut et aussi les travailleurs du gaz et de l'électricité, qui venaient de gagner une magnifique grève, se préparaient à la lutte. A Liège, les Jeunes Gardes Socialistes popularisèrent le mot d'ordre de la grève de soutien. L'agitation s'amplifia encore dans tout le pays quand la grève des mineurs devint générale. Tout semblait annoncer une grande bataille pour la nationalisation...

Mais le 18 ou le 19 février, les leaders centristes de la F.G.T. et du P.S. acceptèrent de suivre l'aile droite majoritaire dans la voie des négociations avec le gouverne-

ment social-chrétien-libéral et renoncèrent à étendre la grève. Il y eut bien une grève des métallurgistes dans la région du Centre et quelques débrayages spontanés par-ci par-là, mais la bataille prit fin après ces escarmouches. Les travailleurs borains furent priés de s'incliner devant l'accord conclu sur une base plus que décevante.

Pourquoi cette volte-face? Diverses raisons ont été avancées, certaines vraisemblables, d'autres moins. Il est exact que les mineurs du bassin de Campine n'avaient pas suivi le mot d'ordre de grève et que les travailleurs de la région flamande du pays, plus durement touchés par le chômage, étaient peu enthousiastes. Il est cependant certain qu'une occasion a été manquée à nouveau et que les couches les plus conscientes du prolétariat belge, notamment dans la métallurgie liégeoise, sont déçues devant l'attitude conciliante des leaders centristes de l'aile gauche syndicale.

Le fossé s'est creusé d'autre part entre mineurs et métallurgistes, chaque corporation accusant l'autre de ne pas l'avoir soutenue dans la lutte. Et, surtout, l'ensemble des travailleurs borains est démoralisé pour longtemps.

Est-ce une défaite décisive? Non, sans doute; et certains pensent qu'il ne s'agit pas d'une défaite puisque la bataille, en gros, n'a pas eu lieu, hors du Borinage, et que les mineurs borains obtiennent l'assurance d'un reclassement dans d'autres industries qui vont être développées ou créées. Cette garantie contre le chômage

représente même une conquête nouvelle et sera citée comme argument chaque fois qu'un patron voudra licencier du monde.

Les 50.000 travailleurs frontaliers en grève depuis cinq semaines viennent d'autre part d'appliquer les méthodes boraines en barrant les routes pour accentuer leur pression sur le gouvernement. Toute l'expérience n'est donc pas perdue.

Cependant, l'avis le plus sûr, c'est qu'une bataille victorieuse aurait pu être livrée et ne l'a pas été à cause des hésitations de la direction syndicale. Le risque est grand de faire succéder ainsi pour la classe ouvrière agitation et douche froide. Il ne faudrait pas recommencer cette expérience! Cela n'irait plus sans casse grave pour les organisations ouvrières.

Philippe VAN DAMME.

INDONESIE

Libérez IBNU PARNA

Nous apprenons que le camarade Ibnu Parna, député au Parlement et leader bien connu du Partai Acoma, a été emprisonné pour avoir publié un tract dénonçant la dictature de fait de Nasution, chef de l'état-major général de l'armée indonésienne.

Ibnu Parna et son parti sont à l'avant-garde d'une lutte révolutionnaire conséquente pour la liquidation des séquelles de l'impérialisme en Indonésie et pour l'établissement d'un véritable gouvernement des ouvriers et des paysans dans ce pays.

Libérez Ibnu Parna, irréprochable militant anti-impérialiste et communiste révolutionnaire.

24 Février 1959.

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale.

Léon TROTSKY OU VA LA FRANCE?

Le volume : 500 francs

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu
C.C.P. 12648-46 Paris

« Où va la France? » paraît comme **Tome II** des « Ecrits de Léon Trotsky (1928-1940) ».

En préparation, le **Tome III** comprendra tous les articles et brochures relatifs à l'Allemagne et à l'Espagne d'entre les deux guerres. Entre autre :

Sur l'Allemagne :

Et maintenant? - La seule voie - L'Allemagne, clef de la situation internationale - Qu'est-ce que le national-socialisme? - etc...

Sur l'Espagne :

La Révolution espagnole et les tâches communistes - La Révolution espagnole et les dangers qui la menacent - L'Espagne, dernier avertissement - etc...

Ce **tome III** paraîtra en avril 1959. Il constituera un volume de plus de 500 pages, et sera vendu **1.600 francs**.

Ceux qui commanderont les **tomes II** et **III** avant la parution du **tome III**, pourront les obtenir pour un prix global de **1.600 frs**.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle à 12 pages

— 6 mois: 12 numéros .. 400 fr.

— 1 an: 24 numéros 800 fr.

— Sous pli fermé, respectivement.800 et 1.600 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.